

► BOURSES

Après plusieurs tentatives infructueuses, la Bourse de Paris reprenait tout juste un peu de hauteur. L'activité est logiquement apathique en ces jours de fermeture de Wall Street pour la fête de Thanksgiving. La place new yorkaise n'ouvrira que pour une séance écourtée pour le Black Friday. Les marchés restent par ailleurs attentifs à l'évolution de la situation sanitaire en Europe.

A quelques jours d'intervalles, les principales Bourses européennes reculent désormais, le regain d'inquiétude dû à la détection d'un variant du coronavirus potentiellement résistant aux vaccins favorisant le repli des actions, des rendements obligataires et des cours du brut.

Le secteur du luxe constitue un soutien de choix pour le Cac 40 avec notamment la hausse de 1,3% de LVMH et celles de 0,8% de Kering et Hermès. En clôturant le troisième trimestre 2021, le secteur du luxe a rattrapé ses plus hauts de 2019 en termes de volumes d'activité. En 2021, son chiffre d'affaires global progresse de 29%, soit une hausse de 1% par rapport à son niveau historique de 2019. Les principaux moteurs ont été la Chine et les Etats-Unis. Le luxe est un des secteurs les plus en retard dans l'e-commerce, mais « grâce » à la pandémie sa part a doublé en deux ans pour représenter 22 % du total de ses ventes en 2021.

Dans la même idée, les valeurs technologiques se reprennent également dans le sillage du Nasdaq. Dassault Systèmes gagne 1,8% et Téléperformance 1%. Rémy Cointreau bondit de 11,1%, signant un record au passage. Le groupe de spiritueux a relevé ses objectifs financiers annuels après un bond de 10,45%, plus marqué que prévu, de son résultat opérationnel courant au premier semestre de son exercice décalé, marqué par le dynamisme de la demande pour son cognac haut de gamme en Chine, en Europe et aux Etats-Unis. Son concurrent Pernod Ricard progresse de 2,3%. Les investisseurs sont cependant partagés entre les bons indicateurs américains, comme la progression des dépenses des ménages, et la perspective d'une accélération du « tapering » de la Fed.

<u>PAYS</u>	<u>LIBELLÉ</u>	<u>24.11.2021</u>	<u>VAR. 1 mois</u>	<u>VAR/1^{er} Janv.</u>
Allemagne	DAX	15814	+1.54%	+15.46%
France	CAC 40	7015	+4.69%	+26.59%
États-Unis	DOW	35814	+0.20%	+17.01%
Etats-Unis	NASDAQ 100	15800	+3.60%	+22.40%

Plusieurs responsables de la Réserve fédérale américaine sont ouverts à une accélération de la réduction du programme d'achats d'actifs, selon les « minutes » de la réunion du conseil de politique monétaire (FOMC) des 2 et 3 novembre. Une orientation fondée sur la crainte que la flambée des prix ne s'avère plus durable que prévu alors que l'indice PCE des dépenses de consommation personnelles, mesure de l'inflation la plus surveillée par la Fed, a atteint 5% sur un an en octobre, niveau inégalé depuis 30 ans. En effet, les anticipations du marché sur une série de hausses des taux sont exagérées, particulièrement parce que l'inflation sera en phase descendante dans plusieurs mois, mais le FOMC a clairement pris conscience du fait que, même si elle devait quelque peu diminuer, l'inflation devrait se maintenir au-dessus de l'objectif de la Fed. Toujours dans la perspective de « tapering », Les dividendes mondiaux rebondissent plus vite que prévu après la pandémie et devraient atteindre un record en 2021.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Selon plusieurs études, le rebond reflète les versements faramineux effectués par les sociétés minières au troisième trimestre.

Les dividendes se rétablissent plus rapidement que prévu, du fait de l'amélioration des bilans des entreprises et d'un optimisme accru pour l'avenir.

La capitalisation boursière mondiale a atteint un Nouveau record à 122 000 milliards de dollars (+100% depuis mars 2020).

► ZONE EURO

La Commission européenne prévoit une croissance du PIB à 5 % dans la zone euro pour 2021. Elle note aussi un rebond de l'inflation, qui devrait peser sur la consommation et l'investissement. La hausse des prix de l'énergie et des services a porté l'inflation dans la zone euro à 3,4% en rythme annuel en septembre. La hausse des prix de base s'est elle aussi accélérée mais plus modérément. Il s'agit d'un plus haut depuis 10 ans.

Par rapport à août, les prix à la consommation dans les 19 pays ayant adopté la monnaie unique ont augmenté de 0,5%. Si le taux d'inflation en rythme annuel est nettement supérieur à l'objectif de 2% que s'est fixé la Banque centrale européenne (BCE), ce dépassement s'explique pour l'essentiel par l'envolée de 17,6% des prix de l'énergie et l'augmentation de 2% de ceux de l'alimentation, du tabac et de l'alcool.

En excluant ces deux catégories volatiles, la hausse des prix est ramenée à 0,4% d'un mois sur l'autre et à 1,9% sur un an après 1,6% en août.

Les prix de l'énergie représentent à eux seuls près de la moitié de la hausse globale des prix par rapport à septembre 2020.

La Banque centrale européenne a appelé les grandes banques à adapter d'urgence leur modèle d'activité face aux risques climatiques et environnementaux, après avoir constaté des retards en la matière. Les banques doivent d'urgence se fixer des objectifs et des échéanciers ambitieux et concrets pour atténuer leur exposition aux risques actuels et futurs sur le climat et l'environnement. A ce jour, la majorité des banques n'ont pas de plans d'actions concrets pour ajuster leur stratégie commerciale face à ces risques.



HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

La BCE a déjà demandé à 112 grandes banques de la zone euro directement sous sa coupe de procéder à une auto-évaluation de leurs pratiques face aux défis du changement climatique. La moitié de ces établissements, cumulant 24 000 milliards d'actifs, envisage bien de se retirer de certains segments du marché où ils sont investis, par exemple dans les mines ou les énergies fossiles. Mais seule une poignée d'entre elles envisagent activement d'orienter leurs portefeuilles sur une trajectoire compatible avec l'accord sur le climat de Paris.

Dans ce contexte, la BCE salue la proposition faite en juillet par la Commission européenne d'obliger les banques à élaborer et mettre en œuvre des plans de transition de leurs activités face au risque liés au changement climatique.

Ces plans devraient mettre en évidence à tout moment l'alignement et les divergences potentielles des banques par rapport aux objectifs politiques via lesquels l'UE met en œuvre l'accord de Paris d'ici 2050. L'institution gardienne de l'euro réalisera elle entre mars et juillet 2022 un premier test de résistance des grandes banques, pour évaluer leur exposition aux risques climatiques et environnementaux. Cela pourrait valoir in fine pour les établissements les plus vulnérables des exigences relevées de fonds propres.

► **ETATS-UNIS**

La croissance de l'économie américaine a ralenti à son rythme le plus faible en plus d'un an au troisième trimestre en raison de la recrudescence des cas de COVID-19 qui a accentué la pression sur les chaînes d'approvisionnement et les pénuries de biens. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 2% en rythme annualisé, selon la première estimation publiée par le département du Commerce.

Les économistes interrogés prévoyaient en moyenne un chiffre de 2,7% après une croissance de 6,7% au deuxième trimestre. Par ailleurs, les États-Unis ont annoncé qu'ils commenceront à réduire leurs achats massifs d'obligations ce mois-ci. La Fed a annoncé mercredi, à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire, qu'elle commencerait, dès novembre, à réduire le soutien monétaire qu'elle apportait à l'économie depuis le début de la pandémie.

Elle réduira dès novembre ses achats d'actifs, actuellement de 120 milliards de dollars mensuels, pour les ramener à zéro, probablement mi-2022, mais le rythme pourrait être ralenti ou accéléré si nécessaire. Alors seulement, elle pourra envisager de commencer à relever ses taux directeurs, qui ont été maintenus dans la fourchette de 0 à 0,25% dans laquelle ils avaient été abaissés en mars 2020 au moment où l'épidémie de Covid-19 se propageait aux États-Unis.

Pour ce qui est du chômage, il a reculé de 0,2 point par rapport à septembre, pour tomber à 4,6%, encore loin cependant des 3,5% d'avant la pandémie.

Les actions américaines ont reculé par rapport à des sommets records, alors que les investisseurs se confrontaient aux données affichant l'inflation la plus élevée en trois décennies.

Le S&P 500 Index a enregistré sa première baisse en neuf sessions, mettant ainsi fin à sa plus longue Série de hausses depuis 2017.

L'indice préliminaire du sentiment des consommateurs américains mesuré par l'Université du Michigan pour novembre a chuté de manière inattendue à un plus bas de 10 ans. Un rapport du ministère du Travail a montré que les offres d'emploi avaient à peine bougé du record des sommets alors même que les travailleurs démissionnent en nombre record. Pendant ce temps, la surprise de l'inflation à la hausse a forcé les rendements du Trésor américain à augmenter avec le rendement de référence des bons du Trésor américain à 10 ans à 1,58%.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Les actions européennes ont augmenté en raison de la poursuite d'une politique monétaire ultra accommodante et optimisme quant à la croissance économique.

Les rendements des obligations du cœur de la zone euro ont augmenté en sympathie avec les bons du trésors américains.

Les marchés boursiers chinois ont progressé au milieu des spéculations selon lesquelles Pékin annonçait des mesures d'assouplissement pour aider les sociétés immobilières endettées tandis que les soupçons de défaillances continuent de planer sur le secteur.

► CHINE

Au troisième trimestre, la croissance de la deuxième puissance économique mondiale s'est tassée à 4,9% sur un an, et plusieurs indicateurs se sont détériorés en octobre, suggérant que le ralentissement devrait se poursuivre. Le niveau d'activité n'avait pas été aussi faible depuis la fin des années 1990, C'est un choc pour l'économie mondiale, qui passe inaperçu à côté d'autres préoccupations du moment comme la pandémie de Covid-19 ou l'inflation.

La Chine exporte de l'inflation au reste du monde, comme l'illustrent ses prix à la production qui progressent en octobre de 13,5% en rythme annuel. L'effet se fait sentir dans les prix à la consommation américains qui franchissent le seuil de 6% pour la première fois en 30 ans. Les taux longs ni les banquiers centraux n'ont encore craqué.

Les causes du ralentissement actuel sont profondes. En redonnant la priorité au désendettement il y a un an, Pékin a freiné les investissements des collectivités locales et durcit les conditions d'octroi de crédits par les banques. Le secteur de l'immobilier, qui contribue indirectement à hauteur de 30% du produit intérieur brut du pays, est en pleine crise, comme l'illustrent les déboires du promoteur Evergrande, affecté par une dette d'environ 260 milliards d'euros.

La Chine connaît en outre ces dernières semaines des coupures de courant qui ont entraîné des fermetures totales ou partielles d'usines, pénalisant la production et les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les raisons en sont multiples mais principalement liées à la forte dépendance du géant asiatique au charbon, lequel assure 60% de sa production électrique.

La Chine avait été l'an dernier la seule grande économie à connaître une croissance positive de 2,3%, en dépit de la crise sanitaire qui plombait l'activité mondiale.

Le Fonds monétaire international maintient sa prévision de progression de 8% du produit intérieur brut de la Chine cette année. Il s'agirait du rythme de croissance le plus rapide depuis 2011 mais cette prévision est révisée légèrement en baisse par rapport aux estimations du milieu d'année de 8,1%. Pour 2022, le FMI table sur une croissance de 5,6%.

Les ventes de détail en Chine ont connu en octobre un rebond inattendu, selon des chiffres officiels publiés au moment où le pays fait face à une flambée épidémique limitée, qui pèse sur la consommation.

Principal indicateur des dépenses des ménages, les ventes de détail ont augmenté le mois dernier de 4,9% sur un an.

Il s'agit d'un rythme supérieur au mois de septembre de 4,4%. Les analystes s'attendaient à un ralentissement de 3,8% en plein rebond épidémique.

Une vingtaine de régions de Chine, soit les deux tiers, font face ces dernières semaines à des flambées sporadiques. Cette situation pousse le pouvoir à assigner des millions d'habitants à domicile, à intensifier les dépistages et à restreindre les déplacements entre les provinces.

Cela risque d'avoir dans les prochaines semaines un impact négatif sur le secteur des services, dont le tourisme et la restauration.

Le nombre de cas de Covid demeure cependant largement inférieur à ceux enregistrés dans la plupart des pays. Les autorités ont fait état de 52 personnes testées positives.

La Chine, où le coronavirus a fait son apparition fin 2019, a très largement maîtrisé l'épidémie dès le printemps 2020 avec l'adoption de mesures drastiques, dont la fermeture des frontières.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

La vie est quasi normale dans le pays mais le pouvoir redouble de vigilance à l'approche des JO d'hiver de Pékin, qui débiteront le 4 février.

Le regain épidémique risque ces prochaines semaines de fragiliser la croissance, au moment où l'immobilier, pilier de l'économie chinoise, est pénalisé par le risque de faillite de plusieurs promoteurs, dont le géant Evergrande.

Les prix des logements neufs dans 70 villes grandes et moyennes ont ainsi marqué un repli sur un an en octobre, pour le deuxième mois consécutif.

De son côté, la production industrielle s'est affichée en octobre en hausse de 3,5% sur un an, contre 3,1% un mois plus tôt.

Il s'agit là aussi d'un rebond surprise : les analystes tablaient sur un ralentissement 3%.

Quant à l'investissement en capital fixe, sa croissance a ralenti sur les neuf premiers mois de l'année à 6,1% contre 7,3% à fin septembre, selon le BNS.

Le taux de chômage, particulièrement surveillé par le pouvoir et calculé pour les seuls urbains, s'est établi à 4,9%, soit un niveau inchangé par rapport à septembre.

Il avait atteint un record absolu de 6,2% en février 2020, au plus fort de l'épidémie.

► **VACCINATION EN FRANCE**

La vaccination contre le Covid-19 est bien l'arme privilégiée par le gouvernement pour lutter contre le Covid-19. Sans une 3ème dose de rappel, le pass sanitaire sera bientôt caduc. La vaccination contre le Covid est un enjeu de santé publique majeur, elle est devenue un objectif sanitaire de tout premier plan.

Olivier Véran a annoncé, en conférence de presse la généralisation de la 3ème dose, dite dose de rappel contre le Covid-19. Ainsi, dès maintenant, toutes les personnes de plus de 18 ans sont éligibles à une nouvelle injection du vaccin. Tous les majeurs peuvent se faire administrer cette dose de rappel désormais. Si elle n'est pas rendue obligatoire, ne pas la recevoir pourra entraîner la perte du pass sanitaire. Il faut d'ailleurs noter que la durée de validité des tests PCR qui permettent d'accéder au pass sanitaire sans vaccination est réduite à 24h (au lieu de 48h). La part de Français en réanimation parle d'elle-même : Les vaccinés sont dix fois moins présents que les non-vaccinés. Là où la vaccination est plus faible, on enregistre les taux d'incidence et de cas graves les plus importants. L'efficacité du vaccin va cependant diminuer avec le temps, phénomène classique de tout vaccin. La mémoire immunitaire n'est pas infaillible et un rappel est nécessaire. Celui-ci permet d'obtenir rapidement une nouvelle immunité très forte. A partir de la date de la dernière injection reçue, toute personne majeure peut recevoir une dose de rappel. Elle dispose ensuite de deux mois pour l'effectuer, sans quoi le pass sanitaire sera désactivé. La mesure entrera en vigueur le samedi 15 janvier 2021. Ainsi, toutes les personnes ayant reçu leur dernière dose au 15 juin ou avant devront avoir fait leur rappel vaccinal au 15 janvier sous peine de perdre le document permettant d'accéder dans de nombreux lieux.

► **INFLATION EN FRANCE**

Sur ce graphique, il est possible de comprendre les origines de la hausse des prix et leur réel impact. En effet, en ces temps inflationnistes, atteignant des chiffres inédits, principalement aussi étant tiré par la reprise économique post crise sanitaire, il est important d'en comprendre les sources, Pour la période fin 2021, la source principale est l'énergie, c'est vraiment ce facteur qui détermine la hausse de l'inflation, c'est-à-dire principalement le pétrole et les actualités économiques autour de sa distribution.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

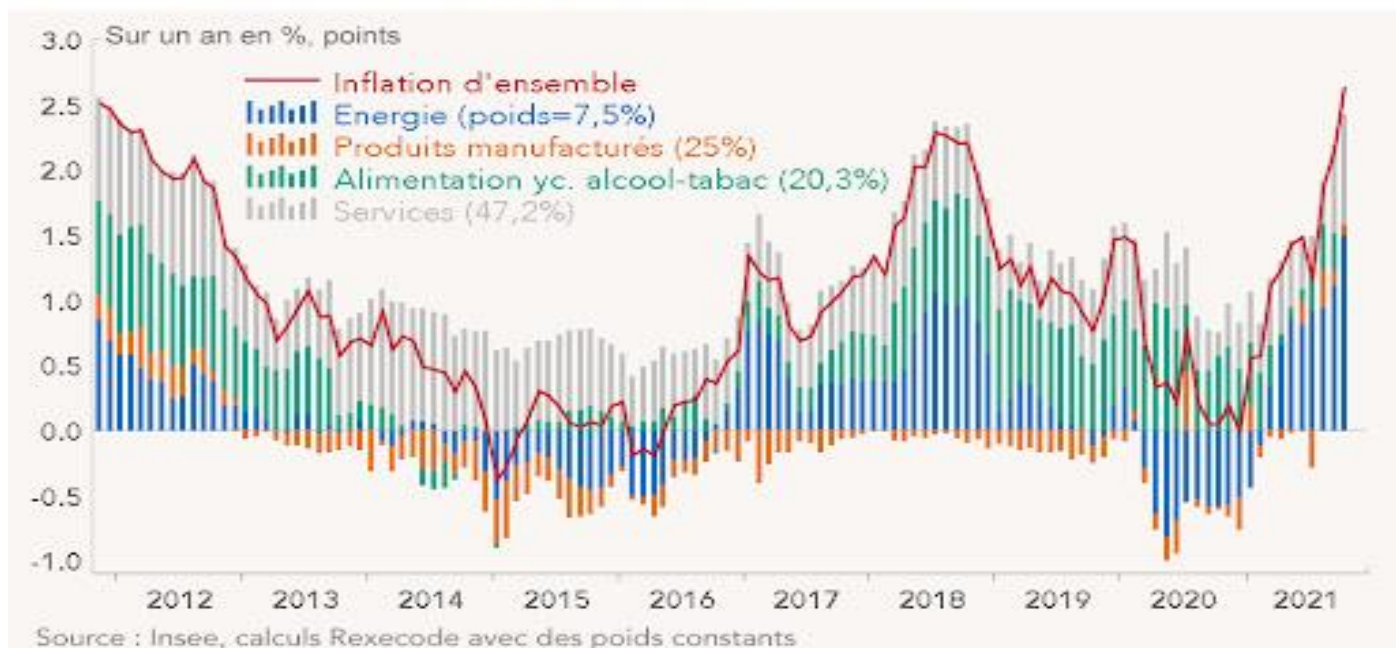
Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

France - Contributions à l'inflation d'ensemble



► EUR/USD

Le dollar américain a atteint un nouveau plus haut en un an et demi face à l'euro, galvanisé par la reconduction de Jérôme Powell au poste de président de la Banque centrale américaine pour un second mandat de quatre ans. Sa nomination doit désormais être confirmée au Sénat, d'abord par la commission bancaire puis en séance plénière.

En outre, le dollar s'apprécie d'autant plus que la Banque centrale européenne est sur une autre ligne : Sa présidente Christine Lagarde a répété qu'elle estimait que les pressions inflationnistes allaient reculer au fil du temps, éloignant ainsi la perspective d'un changement de politique monétaire.

Par conséquent, l'euro reste plombé par la politique monétaire très accommodante de la BCE.

L'euro continue de s'enfoncer face au billet vert, la monnaie unique ne parvient toujours pas à rebondir. Force est de constater que la force vendeuse ne semble pas s'essouffler. Le marché tente une incursion sous le support à 1,1270\$, la cassure de ce niveau ouvrirait la voie à une poursuite de la baisse en direction des 1,1180\$ puis 1,1075\$.

Pour rappel, l'EUR/USD a validé une figure chartiste de retournement : un double sommet.

L'analyse graphique suggère un objectif théorique autour des 1,1180\$. Au vu du contexte actuel, une dégringolade plus profonde vers les prochains niveaux de support ne serait pas à exclure.

Pour résumer, la dynamique demeure baissière et l'environnement macroéconomique ne favorise pas une reprise haussière de l'EUR/USD. L'euro est complètement miné par les annonces de la BCE tandis que le dollar US bénéficie des déclarations de plusieurs responsables de la Fed, sur une possible accélération du tapering et d'une éventuelle hausse de taux en 2022.

► CRYPTOS OR NOT CRYPTOS ?

Le président Joe Biden a signé un plan de 1,2 trillion de dollars pour les infrastructures qui permet au gouvernement Américain de percevoir des taxes auprès des dépositaires de crypto-monnaies.

Le même jour, les autorités chinoises ont redoublé leurs efforts pour réprimer l'extraction de crypto-monnaies dans le pays. Invoquant des préoccupations environnementales, un responsable gouvernemental,

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Meng Wei, a déclaré lors d'une conférence que le gouvernement augmenterait le prix de l'électricité pour quiconque serait surpris à utiliser de l'énergie subventionnée pour extraire des crypto-monnaies. Le Bitcoin qui s'échangeait autour de 66 000 dollars, proche de son record historique de 68 789 dollars atteint le 10 novembre.

La nouvelle a entraîné les prix dans une spirale descendante. Les prix ont fortement chuté tout au long de la semaine, tombant sous les 60 000 dollars avec le creux de la vague à 55 000 dollars avant de rebondir un peu. Actuellement, il se négocie à 50 000 dollars.

Semaine après semaine, les signes d'acceptation de la cryptomonnaie par les grandes institutions américaines de la finance se multiplient. À présent, c'est le Nasdaq qui prend position sur son propre site. Les investisseurs sont à la recherche du prochain leader de la crypto, parmi des centaines de tokens et coins.

Une centaine de ces cryptos monnaies sont valorisées à plus de 100 millions de dollars, à commencer par Ethereum dont la capitalisation s'élève à 506 milliards.

Les investisseurs recherchent des monnaies ayant le potentiel de devenir la prochaine star du domaine : Celsius (CEL), Chiliz (CHZ), Elrond (EGLD), Filecoin (FIL), Flow (FLOW), Solana (SOL), Terra (LUNA) et Waves (WAVES). Il faudra donc garder un œil attentif sur toutes ces cryptos qui risquent de nous surprendre au cours des prochains mois.

► PETROLE

L'administration du président américain Joe Biden a sollicité certains pays grands consommateurs de pétrole, dont la Chine, l'Inde et le Japon, pour qu'ils envisagent de puiser dans leurs réserves de brut dans le cadre d'une démarche coordonnée visant à faire baisser les prix de l'énergie.

Cette demande inhabituelle a été formulée alors que Joe Biden fait face à une pression politique aux Etats-Unis du fait de la hausse des prix à la pompe et de ceux d'autres biens de consommation dans un contexte de rebond de l'activité économique post-crise sanitaire du coronavirus.

Elle reflète aussi la frustration de Washington à l'égard des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et des alliés de celle-ci ayant rejeté ses demandes répétées pour qu'ils accélèrent la hausse de leur production.

D'après l'une des sources, l'enjeu est que les principaux consommateurs mondiaux de pétrole se réunissent pour envoyer à l'OPEP le message qu'elle doit changer son comportement.

Joe Biden et ses principaux conseillers ont discuté de la possibilité de débloquer de manière coordonnée des réserves de pétrole avec des alliés dont le Japon, la Corée du Sud et l'Inde, ainsi qu'avec la Chine. Une telle démarche avait déjà été initiée par le passé par les Etats-Unis et leurs alliés, en 2011 lorsqu'un conflit faisait rage en Libye, membre de l'Opep.

La proposition actuelle revêt une tournure inédite et constitue un défi sans précédent pour l'Opep puisqu'elle implique la Chine, plus grand importateur mondial de brut.

Selon une source américaine ayant participé aux discussions, il faudrait que les Etats-Unis débloquent plus de 20 millions de barils de pétrole pour que la démarche ait un impact sur les marchés.

Les négociations n'ont pas été finalisées et aucune décision finale n'a été actée concernant une éventuelle voie à suivre pour contrer la hausse des prix du pétrole.

La Maison blanche a refusé de commenter la teneur de ses échanges avec d'autres pays.

L'OPEP et ses alliés dont la Russie réunis au sein de l'OPEP+ ont confirmé plus tôt ce mois-ci leur décision de relever leur production de 400 000 barils par jour, refusant de céder à la demande de Washington de procéder à un relèvement plus marqué.

Les prix du Brent en dollars à 82-83\$ sont restés quasiment, dans un marché à faible volume malgré des stocks américains plus hauts et après la pression mise sur l'OPEP par l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E



CONCLUSION – RECOMMANDATIONS

Le nouveau variant Omicron potentiellement plus contagieux, a précipité les Bourses mondiales dans le rouge vif vendredi dernier. C'est en Europe que la chute a été la plus brutale.

Ce variant de coronavirus nouvellement identifié et peut-être résistant au vaccin a attisé les craintes d'un nouveau coup dur pour l'économie mondiale

La liste des pays où Omicron est détecté ne cesse de s'allonger, notamment en Europe, après des premiers cas repérés en Afrique australe courant novembre, poussant de nombreux états à suspendre les voyages vers cette région et instaurer des restrictions préventives.

Les pays ont doucement mais sûrement refermés leurs frontières en attendant d'évaluer de façon certaine l'impact de ce nouveau variant.

Dans ce contexte, nous conservons nos positions dans leur ensemble ainsi que nos liquidités.

Le retour de la volatilité peut nous permettre de saisir des opportunités sur des indices et certains secteurs. Nous attendons le développement des analyses sur ce nouveau variant ainsi que son impact ou pas sur les vaccins. Plusieurs semaines seront nécessaires afin de pouvoir appréhender la menace qu'il fait peser sur l'économie.

Au moment où la situation revenait un peu plus à la normale. Le nouveau variant du coronavirus susceptible de peser sur l'économie et de changer la donne sur le plan de la politique monétaire

L'annonce d'un report des mesures d'assouplissement quantitatif ou de toute autre mesure accommodante visant à atténuer le risque lié à cette nouvelle souche, pourrait apporter un soutien supplémentaire aux actifs plus risqués

Nous renouvelons nos précédentes recommandations de juillet, sans hésiter à nous consulter pour plus de détails.

N'hésitez pas à nous contacter pour toute demande concernant notre stratégie et vos investissements. Nos solutions et notre stratégie d'investissement peuvent s'adapter aux particuliers comme aux entreprises après avoir défini votre profil d'investisseur.

Bien cordialement,

Jérôme Serraf, Hervé Uzan,
Greg Etedgui, Paul Serraf.

Hets-Capital
Analyst team

Ce document a été remis par Hets-Capital à son destinataire à son usage exclusif, et ne peut être utilisé, ni reproduit, à d'autres fins. Le contenu de ce document ne constitue ni une recommandation, ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Il ne constitue en aucun cas un élément contractuel. Les informations, analyses et statistiques communiquées dans ce document proviennent de documents publics ou de sources qui peuvent être considérées comme fiables, mais ne sauraient engager la responsabilité de Hets-Capital, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à leur exactitude. Les opinions émises dans ce document ne constituent pas un engagement de Hets-Capital, mais reflètent uniquement son sentiment. Tous les portefeuilles, produits et valeurs figurant dans ce document sont soumis aux fluctuations des marchés et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Les performances historiques qui pourraient être indiquées dans les informations transmises par Hets-Capital ne préjugent ni ne supposent rien des performances futures, et ne constituent en aucun cas une garantie de performance future. Les historiques de performance contenus dans ce document sont purement statistiques. Ils peuvent concerner des investissements qui ne sont pas de nature identique et qui ne peuvent donc pas être comparés les uns aux autres. Toute décision d'investissement ou de désinvestissement qui serait prise par le lecteur sur la base des informations figurant dans ce document, dans le cadre de la gestion de ses avoirs, est décidée à sa seule initiative par l'investisseur qui est familier des mécanismes régissant les marchés financiers et est conscient du fait que certains investissements notamment sur les marchés de futures, d'options et de produits à fort rendement potentiel, les pays dits émergents, les valeurs du second marché ou du hors-cote, peuvent se traduire par des pertes importantes en capital.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E